

Nazand Begikhani

« La justice est en retard vis-à-vis des femmes victimes »

Dans les cas de violences et d'agressions sexuelles, la difficulté de faire respecter les droits des femmes concerne aussi bien les pays du Sud de tradition chrétienne ou musulmane que l'Occident, souligne l'universitaire britannique

Par NAZAND BEGIKHANI

La tribune signée par un collectif de femmes critiquant la campagne #metoo (*Le Monde*, 9 janvier) puis la réponse de Catherine Deneuve aux tribunes qui l'ont suivie (*Libération*, 14 janvier) appellent à faire confiance à la justice dans les cas de viol et de harcèlement sexuel. Elles considèrent que la condamnation doit être le fait de cette justice, et non de l'opinion publique, comme ce qui s'est passé lors de l'affaire Weinstein.

Les femmes qui se sont associées à la campagne #metoo, devenue #balancetonporc en France, ne s'opposent pas à la justice, mais dénoncent la violence et le « terrorisme » du système patriarcal dans certains pays. Leur campagne soulignerait aussi que la justice pour les femmes pourrait dans beaucoup de cas être problématique, car les lois sont créées par et pour l'homme, servant avant tout l'intérêt du « sexe fort ».

Dans le cas de la violence faite aux femmes, qu'elle se manifeste dans l'espace public, privé ou sur le lieu de travail, le système de justice pénale dans beaucoup de pays ne la reconnaît pas comme un crime. Dans certains, notamment au Moyen-Orient, la loi pénale non seulement ne punit pas le violeur, mais oblige les jeunes filles violées à se marier avec leur agresseur. C'est le cas, par exemple, du code pénal en Irak. Souvent, ces jeunes filles sont tuées par leur propre famille ou par les membres de leur communauté pour sauvegarder l'honneur de l'homme. En effet, selon la perception collective, l'honneur de celui-ci réside dans le corps et la sexualité de la femme, qu'il doit contrôler et sou-

mettre. La religion et sans doute son interprétation par les « savants masculins » soutiennent ces idéologies. C'est le cas du verset 223 de la sourate 2, qui dit : « Vos épouses sont votre champ de labour », champ que les hommes ont l'autorisation « d'utiliser » comme bon leur semble, y compris avec sodomie et viol. Ce viol au sein du couple non seulement n'est pas sanctionné, mais il est légitimé.

L'APPROCHE DE L'« INCIDENCE »

La difficulté d'établir la justice pour les femmes dans les cas de violences et d'agressions sexuelles ne concerne pas seulement les pays musulmans ou du Sud. Les recherches menées aux Etats-Unis et en Angleterre, notamment par l'université de Bristol, indiquent que la majorité des cas de violence faite aux femmes, notamment dans l'espace privé, ne parviennent pas devant les instances juridiques. De plus, elles montrent que, même si les cas de violence sont plaidés devant la justice, il est rare de voir l'agresseur condamné. Cependant, le résultat de ces recherches montre que la justice dans ces cas-là est bien plus efficace quand il y a un soutien public, populaire, accompagné de campagnes de la société civile et de mobilisations féministes.

Pendant longtemps, les femmes étaient livrées à elles-mêmes pour résoudre leurs traumatismes avec peu d'espoir qu'on leur rende un jour justice. Depuis les années 1970, elles ont commencé à se mobiliser pour que justice leur soit faite dans les cas de violence. Cette mobilisation concernait plus particulièrement les différentes formes de violence domestique. Leurs efforts ont abouti dans les années 1990 à la Déclaration pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (1993) par les Nations unies, puis aux réformes législatives et politiques dans certains pays. Mais cette stratégie est loin d'être efficace.

Les nouvelles lois n'ont pas réussi à établir la justice pour les femmes, car le système de justice pénale dans beaucoup de pays occidentaux, notamment en Angleterre, adopte une approche basée sur « l'incidence » : pour que l'homme soit arrêté et conduit devant la justice – je ne parle pas de condamnation –, la femme « victime » doit prouver « l'incidence » par des marques physiques pour justifier la violence qu'elle a subie.

Cette approche, selon beaucoup de fem-

mes, est pénible et humiliante. En plus, l'approche ne considère pas les blessures émotionnelles ni psychologiques dans ces cas ; ce qui va à l'encontre de la déclaration des Nations unies, qui stipule dans sa définition de violence faite aux femmes « les violences physiques, psychologiques et émotionnelles ».

Par conséquent, beaucoup de femmes sont livrées à elles-mêmes, ne croient pas en la justice et souffrent en silence avec des effets graves sur leur santé physique et psychologique. En outre, l'impunité des agresseurs non seulement renforce le sentiment d'inégalité et d'injustice, mais aussi amène à la reproduction de ces incidences.

LA PEUR DES REPRÉSAILLES

Albert Camus disait que, pour qu'un individu atteigne le bonheur, il lui fallait trois éléments essentiels : la liberté, la révolte et un certain sentiment de justice. Après l'affaire Weinstein, les femmes, surtout en Occident, ont pris la liberté de s'exprimer et ainsi d'être écoutées. Cela génère un sentiment de satisfaction. Quand les institutions gouvernementales et juridiques échouent dans leurs efforts pour renforcer l'égalité et établir la justice, les citoyens ont tous le droit de se mobiliser pour mettre la pression sur les politiciens et les médias avec l'objectif de créer une stratégie égalitaire solide et efficace envers les femmes. Il faut l'avouer : cette liberté de parole reste limitée, car beaucoup de femmes dans le monde n'osent pas se joindre à la campagne #metoo pour dénoncer leurs agresseurs de peur de représailles et de vengeance. C'est le cas des femmes immigrées, des femmes de certains pays du Sud et de Méditerranée, des réfugiées dans les camps en Turquie, en Libye, en Grèce, à Calais, dans les banlieues parisiennes.

Au lieu d'aider ces femmes à briser leur peur et à s'exprimer, le collectif qui a signé la tribune a libéré une parole souvent sexiste et réactionnaire, à l'image de celle de Silvio Berlusconi, qui s'est senti béni par la parole de Deneuve. ■



Nazand Begikhani est directrice de recherche au Centre d'études sur le genre et la violence à l'université de Bristol (Grande-Bretagne)

Laetitia Casta

« Un combat pour les femmes, non pas contre les hommes »

L'actrice souligne son soutien aux femmes victimes de violences et condamne les amalgames qui simplifient ce débat « grave et complexe »

Par LAETITIA CASTA

[Au détour d'un entretien le 11 janvier accordé par Laetitia Casta à Corse-Matin, l'actrice déclarait: « Je ne suis pas une féministe, je suis une femme. » Des propos abondamment commentés mais sortis, selon elle, de leur contexte. Celle qui joue actuellement dans Scènes de la vie conjugale, d'Ingmar Bergman, mis en scène par Safy Nebbou, explicite sa position sur le sujet.]

J'ai été choquée de découvrir dans les médias mes propos déformés sur le sujet éminemment brûlant du phénomène #balancetonporc et du féminisme. J'ai également été choquée de voir les réactions provoquées, et une mise au point m'est apparue nécessaire.

Non, je ne suis pas contre le féminisme, non je ne suis pas contre la prise de parole des femmes. Je connais le milieu de la mode et du cinéma depuis l'âge de 15 ans et lorsqu'on me demande ce que je pense des traitements parfois violents, humiliants et vexatoires infligés aux femmes, qu'ils soient physiques ou psychiques, je ne peux que m'en indigner et

mener le même combat que toutes ces femmes qui ont le courage de briser le silence, de dire non, de s'adresser à la justice.

Ayant eu l'honneur d'être investie par l'Unicef d'une mission pour les droits des femmes et des enfants, je crois en ces combats au plus profond de moi.

Mais ne nous trompons pas, c'est un combat pour les femmes, et non pas contre les hommes, pour le respect et pas contre l'expression du désir, pour l'harmonie des relations.

Je rêve que nous restions unis, hommes et femmes, pour rejeter avec dégoût les comportements de certains qui tentent de forcer le consentement de celles qu'ils considèrent comme des proies.

« JE NE PRÉTENDS PAS PARLER AU NOM DE TOUTES LES FEMMES, MAIS EN MON SEUL NOM »

Mais je rêve aussi que nous restions unis pour condamner les amalgames qui simplifient un débat grave et complexe.

Je suis inquiète des demandes de retrait de tableaux de musée ou de la réécriture d'opéras ou d'œuvres littéraires et je suis inquiète de la violence des mots utilisés. Ai-je le droit de dire cela sans avoir peur? Je ne prétends pas parler au nom de toutes les femmes mais en mon seul nom; ce n'est vraiment pas mon intérêt d'intervenir dans ce débat et je sais le procès en privilège que l'on va me faire, bien qu'il n'en ait pas toujours été ainsi.

Je ne m'exprime qu'en tant que citoyenne à laquelle une question a été posée, qui a tenté d'y répondre honnêtement et dont les propos ont été dénaturés. Une citoyenne soucieuse de dire que l'on peut dénoncer le sexisme qui existe bel et bien et qu'il faut se réjouir de la prise de conscience actuelle de ce phénomène, tout en ne souhaitant pas qu'on en profite pour diaboliser les hommes.

Je pensais qu'il s'agissait de bon sens mais quand les esprits s'embrasent et se laissent guider par la colère, il semble que la moindre expression modérée devienne un crime. Je suis une femme et je suis libre de penser. ■



Laetitia Casta

est actrice et mannequin

Samantha Geimer « Toute cette haine ne nous guérira pas »

L'auteure, violée dans son enfance par Roman Polanski, explique les raisons de son soutien à la tribune cosignée par Catherine Deneuve. Si le viol est un crime, elle estime néanmoins qu'il faudrait davantage insister sur la capacité de résilience des femmes que sur leur victimisation

Par SAMANTHA GEIMER

On peut être surpris de me voir signer ou approuver une tribune critiquant le mouvement #metoo. Je suis une féministe, défendant les droits des victimes, et l'on me connaît d'ailleurs surtout pour avoir été moi-même victime d'un viol. Mais laissez-moi vous expliquer pourquoi je suis entièrement d'accord avec la tribune « Des femmes libèrent une autre parole » [Le Monde du 10 janvier, signée, entre autres, par Catherine Deneuve, Catherine Millet et Ingrid Caven]. #metoo devrait être une plateforme de soutien pour les victimes, un espace où l'on témoigne de sa solidarité, où l'on se soutient les unes les autres. Toutes celles qui, comme nous, ont souffert de différentes (mais semblables) façons, mais ont toujours eu conscience d'appartenir à un groupe plus vaste, de mères, de sœurs ou d'amies, ne sont pas une minorité. Nous nous sommes toujours soutenues.

On ne peut pas empêcher les conservateurs politiques et religieux de détourner à leurs fins les initiatives les plus louables. Pour attaquer, par exemple, Meryl Streep, Hollywood en général ou des hommes politiques qui ne leur plaisent pas, ils se serviront de #metoo ou de n'importe quel autre mouvement, sans aucun souci de ce qui est réellement en jeu, des personnes qui souffrent ou ont souffert.

« UNE SURVIVANTE »

J'ai passé quarante ans de ma vie à me défendre. Contre les attaques de ceux qui considéreraient qu'il n'était pas possible de se remettre d'un rapport sexuel avec un homme beaucoup plus âgé, en l'occurrence Roman Polanski. Faut-il vraiment que je souffre pour vous donner satisfaction? Pourquoi expliquer que ce qui m'est arrivé était affreux, épouvantable? Ça n'a pas été le cas, mais ça n'en était pas moins un crime. Un crime

pour lequel Roman Polanski a plaidé coupable et fait de la prison.

Quand je refuse de me plier à ce qu'on exige de moi en faisant état des dégâts causés, on m'accuse de faire l'apologie du viol, d'être sous le coup du syndrome de Stockholm, de m'être laissée acheter et, plus grave encore, de causer du tort à toutes les

**« ON M'ACCUSE DE FAIRE
L'APOLOGIE DU VIOL,
D'ÊTRE SOUS LE COUP
DU SYNDROME
DE STOCKHOLM, ET,
PLUS GRAVE ENCORE,
DE CAUSER DU TORT
À TOUTES LES AUTRES
VICTIMES DE VIOL.
UNE DERANGÉE,
EN SOMME »**

autres victimes de viol. Une dérangée, en somme. Et une traînée pardessus le marché, puisque j'étais sexuellement active à 13 ans.

Le problème quand on est une femme forte, une survivante, c'est que les militants ne peuvent rien tirer de vous. Ils le comprennent tout de suite et tourment les talons. Ils ont besoin de victimes, pas de rescapées. Qu'on se le dise : si vous vous en sortez, pourquoi auriez-vous besoin d'eux? Il faudrait en finir avec ce genre de militantisme. Finir de s'excuser d'être un survivant heureux et solide. Nous devrions au contraire servir d'exemples, donner du courage aux femmes qui se battent et les aider à se relever. Il n'est pas vrai que notre rétablissement nuit aux autres.

Le viol, le harcèlement sexuel et l'intimidation au travail sont des problèmes graves, qui doivent être traités avec gravité. Il faut redonner aux femmes leur pouvoir d'action,

pas exiger d'elles qu'elles ressassent le tort « assurément indélébile » qu'elles ont subi, pour prouver que ce qui leur est arrivé est mal, ou même simplement pour nous divertir. Il est triste qu'une femme confiante, ayant survécu à un drame, soit moins intéressante que le spectacle d'une femme tordue de douleur.

Si #metoo ne sert finalement plus qu'à attaquer des gens puissants ou à tirer profit de personnes maltraitées, pour prouver quelque chose ou se valoriser, si le mouvement n'offre aucun soutien, ne permet aucune guérison, mais sert juste à « valider » votre peine comme s'il s'agissait d'un mérite, d'un atout, plutôt que d'un événement que l'on peut surmonter, alors il est temps de tourner la page de #metoo.

Mettre une simple caresse au cours d'une séance photo, une mauvaise blague, certains comportements typiques des années 1970-1980 sur le même plan qu'un viol ou un véritable harcèlement sexuel, c'est minimiser la gravité de ces crimes et de ces agissements. Quand on parle de pédophilie à propos d'avances faites à des jeunes de 17 ans, c'est faire peu de cas des véritables victimes de pédophilie. Si vous sondez votre mémoire pour essayer de savoir qui, par le passé, a eu à votre égard une attitude inappropriée, c'est que vous n'êtes pas une victime, et vous ne devriez pas souhaiter l'être.

SAIN, NORMAL, NÉCESSAIRE

La société valorise la faiblesse et la douleur chez les femmes, mais nous valons bien plus que cela. Si les femmes veulent l'égalité, être reconnues partout, dans tous les domaines, il va falloir qu'elles s'affirment telles qu'elles sont en réalité : comme des adultes solides, qui n'ont pas besoin de protection spéciale ou de traitement particulier parce qu'elles appartiendraient au sexe faible, des femmes capables de se défendre, parce qu'on nous l'a appris et qu'on l'attend de nous.

Je ne suis pas d'accord avec l'idéolo-

gie puritaine qui explique aux femmes que le sexe leur fait violence et qu'il est « capté » par les hommes. Qu'elles se résument à leur vagin, à leurs corps, d'après les critères que les hommes qui les touchent ont fixés. Il faut enseigner aux jeunes femmes d'aujourd'hui que la sexualité est quelque chose de sain, de normal, de nécessaire. Ce qui change une vie, ce n'est pas une expérience douloureuse, c'est notre résilience. Toute cette haine, cette revanche ne nous guériront pas, pas plus qu'elles n'effaceront le passé. Votre beauté, votre mérite, voilà ce qu'on ne pourra jamais vous enlever.

La cause des femmes devrait nous rendre plus fortes, pas nous transformer toutes en éternelles victimes qu'il faudrait protéger du monde, des hommes, du sexe... et d'elles-mêmes. La sexualité est quelque chose de personnel, cela fait partie de la vie : c'est compliqué et ça ne se passe pas toujours bien. Mais ça ne fait pas de mal.

Il ne faut pas confondre ceux qui nous aident à nous émanciper, à regagner du pouvoir, et ceux qui nous refusent le droit de choisir notre sexualité en dehors de celle qui correspond à ce qu'ils entendent contrôler religieusement et politiquement. Le viol est un crime, le harcèlement sexuel au travail a des conséquences graves et cela doit prendre fin. Mais qu'on nous offense est aussi le prix à payer pour être libres. Ne confondons pas tout. Il n'est pas toujours facile d'y voir clair, mais s'il vous plaît, mesdames, ne renonçons pas aux droits et à l'égalité pour lesquels nous nous sommes si durement battues, au profit de gens qui ne veulent que nous contrôler et nous mettre en cage. ■

Traduit de l'anglais par
Pauline Colonna d'Istria

¶ Samantha Geimer est l'auteure de « La Fille : ma vie dans l'ombre de Roman Polanski » (Plon, 2013)

Le pardon à Polanski

En 1977, lorsqu'elle avait 13 ans, Samantha Geimer a été violée par Roman Polanski. Elle a récemment expliqué avoir pardonné à son agresseur. Elle a demandé en juin 2017 à la justice américaine de clore le dossier afin qu'elle puisse retrouver une vie normale, déclarant qu'elle était toujours assaillie par la presse, quarante ans après les faits et le début de la procédure. Un juge de Los Angeles a refusé d'abandonner les poursuites et continue de considérer le réalisateur comme un fugitif. Peu après l'éclatement de l'affaire, Roman Polanski avait reconnu avoir eu des relations sexuelles avec une mineure et avait passé un accord amiable avec la justice, mais craignant que l'entente ne soit subitement annulée, il a pris la fuite vers la France en 1978.

Clémentine Autain « La "liberté d'importuner" n'est rien d'autre qu'un privilège masculin »

Pour la députée de La France insoumise, le texte cosigné par Catherine Deneuve est réactionnaire en ce qu'il omet que, en matière de séduction et de sexualité, il n'y a pas non plus d'égalité entre hommes et femmes

Par CLÉMENTINE AUTAIN

Tout mouvement d'émancipation suscite une réplique réactionnaire. Comme un hoquet, plus ou moins violent, signant le refus voire une forme d'angoisse à l'égard d'un bouleversement des normes existantes. #metoo, moment de rupture historique pour la libération des femmes et du désir, n'y a pas échappé. En réplique, la tribune des 100 femmes revendiquant la « liberté d'importuner » a cristallisé la réaction, traînant son éternel procès en puritanisme et enfermement victimaire, des critiques à l'égard des discours féministes aussi vieilles que le féminisme lui-même.

En matière de séduction et de sexualité comme dans la société tout entière, il n'y a pas d'égalité entre hommes et femmes. Les 100 femmes de la tribune font l'impasse sur cette donnée fondamentale. Elles développent une argumentation à sexe unique. Un homme qui frotte une femme dans le métro manifesterait ainsi sa « *misère sexuelle* ». Des femmes frottent-elles couramment des hommes dans le métro? Ces derniers n'ont pas l'air de redouter la main aux fesses quand ils entrent dans un wagon bondé. Est-ce parce que les femmes ne connaissent pas la misère sexuelle? Je n'ose croire que les signataires de la tribune l'envisagent. Cet exemple illustre l'impensé de ces détractrices de #metoo: l'asymétrie entre les sexes. Comme pour les agressions sexuel-

les et le viol, les auteurs de ces actes sont dans leur immense majorité des hommes et celles qui les subissent, des femmes.

Nous héritons des représentations traditionnelles, de ces contes et réalités dans lesquels les femmes sont des Belles au bois dormant qui attendent le prince charmant, des objets soumis à la volonté et à la libido masculines. Dans ce monde, la sexualité des hommes se conçoit comme irrépressible, la prostitution comme un « mal nécessaire ». Dans ce monde, les viols ne sont pas des crimes exceptionnels mais des faits courants et massivement impunis.

ENTRÉE DANS UNE NOUVELLE ÈRE

Les femmes représentent 96 % des victimes de viols et de tentatives de viol. Une femme meurt tous les trois jours sous les coups d'un conjoint violent. Ces réalités sociales pèsent sur nos comportements et nos ressentis. Sauf cas exceptionnel, quel homme se sent en danger si une femme se montre insistante pour obtenir une relation sexuelle? Quel homme redoute une agression sexuelle quand il se promène dans la rue en pleine nuit? Des femmes ont peur là où, dans des situations semblables, les hommes ont le sentiment de n'avoir rien à craindre. Et statistiquement ils ont raison. Ignorer ou marginaliser cette différence, et avec elle la persistance de la domination masculine comme la gravité de ses effets, c'est nier les rapports sociaux entre les sexes et finalement considérer que la « li-

berté d'importuner » n'est rien d'autre qu'un privilège masculin. Au fond, la tribune des 100 porte le refus de l'égalité.

Reconnaître les violences sexistes, les inscrire dans l'histoire, les sortir du silence et se montrer solidaire avec celles qui en souffrent, ce n'est pas enfermer les femmes dans un statut de « *victime perpétuelle* ». C'est poser l'acte préalable pour que les femmes cessent d'être des victimes réelles ou potentielles. Au

**« CE QU'INDUIT #METOO,
C'EST LE BASCULEMENT
VERS UNE SOCIÉTÉ
EMANCIPEE DE LA VISION
HISTORIQUE DU DÉSIR
MASCULIN COMME
NÉCESSAIREMENT
PREDATEUR »**

XX^e siècle, les droits des femmes ont été arrachés par de puissants mouvements intellectuels, sociaux, politiques. Les femmes ont conquis des positions sociales, des statuts publics qui leur permettent aujourd'hui de parler plus haut, plus fort, plus nombreuses, des stars d'Hollywood aux caissières des hypermarchés, à visage enfin découvert. Nous poussons la porte de l'égalité et de la liberté. Et la

tribune des 100 regarde ailleurs...

Ce qu'induit #metoo, c'est le basculement vers une société émancipée de la vision historique du désir masculin comme nécessairement prédateur et du désir féminin comme définitivement passif. Serait-ce alors la fin de la séduction et de la sexualité? L'attaque en puritanisme est étrange. Comme si dénoncer le harcèlement, les violences sexistes et sexuelles conduisait vers un monde austère, sans plaisir. Comme si revendiquer l'égalité entre les sexes revenait à rejeter le sexe et le désir. Certains imaginaires feraient bien de sortir des moules existants!

Aspirer à d'autres rapports ne signifie en aucune manière viser, *in fine*, pas ou peu de rapports. Car le processus de libération de la parole des femmes est en réalité un puissant facteur de libération de

la séduction et de la sexualité. Peut-être même le début du désir et du plaisir, leur entrée dans une nouvelle ère, un nouveau genre. Rien de prude, de rangé ou de chaste. Mais tout de la liberté véritable. Car la sexualité libérée de la peur d'être violée, la séduction libérée de la crainte d'être harcelée, est de nature à démultiplier l'envie d'accepter la rencontre, d'avoir une relation sexuelle.

Les hommes pourraient, eux aussi, ressentir davantage de plaisirs s'ils s'émancipaient des schémas de drague imposés et si la société cessait de les assigner à une prétendue « pulsion sexuelle offensive et sauvage ». Rechercher le désir de l'autre et non sa domination : là se joue la révolution nécessaire. Ce bougé radical dans la conception de la séduction et des rapports charnels entre les sexes suppose

toujours d'attirer l'autre à soi mais pas pour le posséder : pour nourrir une relation entre sujets libres et égaux. Ma conviction est que le désir et le plaisir n'en auront que plus de saveur. ■



Clémentine Autain

est députée de Seine-Saint-Denis (La France insoumise) et auteure de « Un beau jour... Combattre le viol » (Indigène éditions, 2011), « Ne me libère pas, je m'en charge. Plaidoyers pour l'émancipation des femmes » (éditions J'ai lu, 2013), « Elles se manifestent » (éditions Don Quichotte, 2013), « Nous avons raison d'espérer » (Flammarion, 2015)